



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC LE GRAND CHAROLAIS

32 rue Louis Desrichard
71600 Paray-Le-Monial

Références : XB/CS/2026/M_002
Code AIOT : 0025300007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement CC LE GRAND CHAROLAIS implanté Dossier #3857 Le Gué Léger 71600 Paray-le-Monial. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (15 ans depuis la dernière visite) et du dépôt d'un formulaire de réclamation concernant les dispositifs anti-chute.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC LE GRAND CHAROLAIS
- Dossier #3857 Le Gué Léger 71600 Paray-le-Monial

- Code AIOT : 0025300007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Paray-le-Monial est autorisée pour la collecte des déchets dangereux (rubrique 2710-1a) et non dangereux (rubrique 2710-2a).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré à la communauté de communes de Paray-le-Monial.

Or, la communauté de communes Le Grand Charolais a repris l'activité de cette déchetterie sans avoir réalisé la déclaration de changement d'exploitant requise au titre de l'article 1.4.5. de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013. La communauté de communes Le Grand Charolais doit donc transmettre l'ensemble des éléments requis au titre du changement d'exploitant et listés à l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 4.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Autosurveillance des eaux pluviales (EP1)	Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP1)	Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 4.3.6 et 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Valeurs	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	limites d'émergence	09/08/2013, article 6.2.1.2	l'exploitant	
7	Niveaux sonores admissibles	Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 7.1.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 7.3.1 (point IV)	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
10	Prévention des chutes	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 8.1.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, les constats sont les suivants :

- Non-conformités faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure :
 - absence d'autosurveillance concernant les rejets aqueux et les niveaux sonores ;
 - absence de dispositifs permettant le confinement des eaux d'extinction ;
 - moyens en place concernant la prévention des chutes très insuffisants ou inexistant suivant les bennes.
- Autres non-conformités :
 - plan des réseaux à compléter ;
 - absence de dispositif permettant de contrôler le niveau des boues dans le séparateur d'hydrocarbures ;
- Justification à apporter du respect de la distance réglementaire entre les limites de l'installation et le ou les poteaux d'incendies à disposition à proximité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition

<p>de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'examen du plan de récolement des réseaux datant de janvier 2003 à l'échelle 1/250° fait apparaître que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan doit faire figurer les compteurs ce qui n'est pas le cas (non conforme) ; • le site n'est pas pourvu de vannes de barrage. L'exploitant devra prévoir la mise en place de ce type de dispositif pour se mettre en conformité avec le point IV de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 (voir fiche n° 9 à ce propos). Une fois la mise en conformité réalisée, le plan des réseaux devra être complété pour faire figurer la ou les vannes de barrage.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compléter et mettre à jour le schéma de tous les réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Entretien et conduite des installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra excéder deux ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des eaux de voiries sont collectées et transitent par un séparateur d'hydrocarbures. Vu les deux bordereaux de suivi de déchets émis les 29 février 2024 et 18 février 2025 suite à la vidange du séparateur qui se fait annuellement.</p> <p>Non-conformité : Aucun dispositif n'existe pour mesurer le volume des boues. Par conséquent, l'exploitant ne dispose d'aucun moyen d'alerte lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place les actions correctives nécessaires permettant de disposer d'un moyen d'alerte lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Autosurveillance des eaux pluviales (EP1)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Autosurveillance assurée par l'exploitant pour l'ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.6 et 4.3.9 : annuelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 novembre 2025, avant la visite d'inspection, le chef du service Gestion et Valorisation des déchets précise : « <i>Concernant les rejets aqueux, je n'ai pas les résultats de ces dernières années. Les rejets s'effectuent, après sortie du déshuileur/débourbeur dans la rivière Bourbince, à proximité du site. Nous avons l'année dernière un refus de la part de notre prestataire [...], car le regard étant profond, il ne pouvait descendre effectuer les prélèvements sans une protection et un détecteur CO. C'est pourquoi, nous avons budgété pour l'année 2026 un détecteur afin d'effectuer un prélèvement en toute sécurité</i> »</p> <p>Non-conformité : Aucun résultat d'autosurveillance n'a pu être présenté lors de la visite d'inspection. Or, l'exploitant est tenu de réaliser une autosurveillance annuelle de ces rejets aqueux. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p> <p>Au-delà de l'obligation d'autosurveillance, on rappelle que l'article 4.3.5.2.1 stipule : « <i>Il est prévu sur le point de rejet EP1 un point de prélèvement d'échantillons et de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</i> <i>Ce point est aménagé de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</i> »</p> <p>L'inspection a visualisé le point de prélèvement. Il n'est effectivement pas aisément accessible, mais n'interdit pas tout prélèvement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Réaliser un contrôle du rejet en sortie de séparateur.
Programmer annuellement l'autosurveillance des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 4.3.6 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.6 : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température : 30 °C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l <p>Article 4.3.9 : En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites définies ci-dessous et sous réserve de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 40 mg/l ; - DCO : 40 mg/l ; - Indice phénol : 0,3 mg/l ; - CrVI : 0,1 mg/l ; - CN totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - Arsenic : 0,1 mg/l ; - Métaux totaux* : 15 mg/l ; - HC totaux : 5 mg/l. <p>* les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir la fiche n°3 : Aucun résultat d'autosurveillance n'a pu être présenté lors de la visite d'inspection. Or, l'exploitant est tenu de réaliser une autosurveillance annuelle de ces rejets aqueux. Il n'est donc pas possible de déterminer si les rejets aqueux sont conformes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser l'autosurveillance annuelle exigée précédemment pour l'ensemble des paramètres à contrôler et s'assurer que les valeurs limites de rejets sont respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 novembre 2025, l'exploitant précise : « Concernant les mesures de bruit, la dernière étude date de 2015. Nous n'en avons pas effectué depuis la création de la CC Le Grand Charolais en 2017, se référant à l'évolution de la réglementation des nomenclatures de déchetteries sur l'activité de broyage des déchets verts, qui nécessite une étude bruit tous les 3 ans. L'activité « broyage des déchets verts » n'est pas réalisée sur le site de la déchetterie de Paray-Le-Monial, d'où la non-réalisation de nouvelles études. Bien entendu, si nous avons mal interprété le respect de cette auto-surveillance des niveaux sonores (hors broyage des déchets verts), nous effectuerons, sans délai, une nouvelle mesure. »</p> <p>Ces explications sont difficilement compréhensibles car aucune activité de broyage n'a été déclarée ou autorisée sur ce site au moment de la rédaction des prescriptions en 2013.</p> <p>On ajoute que l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 qui s'applique à la déchetterie impose bien à son §IV : "Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation".</p> <p>Enfin, l'arrêté préfectoral s'applique de plein droit, même après modification de la nomenclature des ICPE.</p> <p>La communauté de communes aurait pu par ailleurs solliciter l'inspection des installations classées en cas de doute.</p> <p>On note par ailleurs la présence de zones habitables (maisons) à proximité de la déchetterie. Il y a donc la présence d'enjeux à proximité.</p> <p>Il s'agit donc d'une non-conformité : absence de mesure de la situation acoustique tous les 3 ans.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mis en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser des mesures de la situation acoustique tous les 3 ans.</p> <p>La prochaine mesure est attendue dans un délai maximal de 3 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 6.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques - émergences admissibles
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) ; - Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A).
Constats : <p>Le dernier contrôle des niveaux sonores et des émergences date 2015 et a été transmis par courriel du 26 novembre 2025. La différence LAeq - L50 étant supérieure à 5 dB(A), le bureau d'études a utilisé comme indicateur d'émergence le L50.</p> <p>En l'absence de mesure de la situation acoustique depuis 2015, il n'est pas possible de statuer sur la conformité des émergences.</p> <p>La déchetterie est ouverte tous les jours de la semaine, y compris les dimanches, sauf le mardi et le dimanche après-midi. Les horaires s'étalent de 8h30 à 12h, puis de 14h30 à 18h l'été ou 13h30 à 17h l'hiver.</p> <p>En dehors des horaires d'ouverture de la déchetterie, il y a tout de même de l'activité à 6h30.</p> <p>Par conséquent, les mesures de bruit (dont l'émergence) doivent être réalisées aux différentes périodes d'activités rencontrées : de jour en semaine, le dimanche matin et le matin entre 6h30 et 7h (horaires de nuit).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les mesures de bruit (dont l'émergence) doivent être réalisées aux différentes périodes d'activités rencontrées : de jour en semaine, le dimanche matin et le matin entre 6h30 et 7h (horaires de nuit).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Niveaux sonores admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2013, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques - niveaux sonores admissibles
Prescription contrôlée : <p>Niveaux sonores limites admissibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) : 58 dB(A) ;

- Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A) ;
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des niveaux sonores date de 2015 et a été transmis par courriel du 26 novembre 2025.</p> <p>Le bureau d'étude conclut à la conformité des mesures.</p> <p>Pour certain points de mesure, la différence LAeq - L50 était supérieure à 5 dB(A), le bureau d'études a alors utilisé comme indicateur d'émergence le L50. Or les bruits intermittents sont ceux liés à la déchetteries. Il ne s'agit pas de bruits routiers. Par conséquent, pour le niveau sonore en limite de propriété, il paraît plus adapté de choisir le Laeq.</p> <p>En l'absence de mesure de la situation acoustique depuis 2015, il n'est pas possible de statuer sur la conformité des niveaux de bruit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les mesures de bruit doivent être réalisées aux différentes périodes d'activités rencontrées : de jour en semaine, le dimanche matin et le matin entre 6h30 et 7h (horaires de nuit).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 7.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de

justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Par courriel du 26 novembre 2025, l'exploitant a transmis

- les données du poteau incendie n°133. Les mesures effectuées en novembre 2024 montrent qu'il respecte un débit de 60 m³/h sous une pression dynamique supérieure à 1 bar. Caractéristiques conformes ;
- les procès-verbaux d'intervention sur les extincteurs de la déchetterie de 2024 et 2025. Le suivi des extincteurs est assuré.

La déchetterie dispose d'un local faisant office de bureau et disposant d'un téléphone associé à l'affichage comportant les numéros d'urgence.

Dans le local faisant office de bureau, les agents de la déchetterie disposent du plan de répartition des bennes et d'un plan simplifié du local DMS associé aux risques présents. Les extincteurs se trouvent dans le local administratif et dans le local dédié aux déchets ménagers spéciaux (DMS).

Il n'y a pas d'extincteurs extérieurs. Il s'agit d'une non-conformité (des extincteurs doivent être à disposition sur les aires extérieures).

La typologie des extincteurs reste variée (ABC et eau) et adaptée aux risques.

Un des extincteurs du local DMS était difficilement accessible (non-conformité).

Le PI n°133 se trouve environ à 70 m côté sud-ouest de l'entrée de la déchetterie. Il ne permet pas à lui seul de respecter la prescription suivante : tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un PI. Le site ne dispose par ailleurs d'aucune réserve de 120 m³. L'exploitant précise qu'un autre PI pourrait être disponible côté est de la déchetterie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Placer un ou des extincteur(s) sur les aires extérieures.
- Rendre accessible l'extincteur présent de local DMS qui ne l'était pas le jour de la visite.
- S'assurer que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau incendie. Dans le cas contraire, proposer une solution permettant un retour à la conformité (mise en place d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 7.3.1 (point IV)
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>L'exploitant établit une consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées en respectant les prescriptions de l'article 4.3.10 du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne comporte aucun dispositif (absence de vannes de barrages et d'une aire présentant un volume satisfaisant) permettant de mettre sur rétention l'ensemble du site (non-conformité).</p> <p>L'exploitant précise que la déchetterie se trouve en partie en zone inondable. Les solutions devront donc prendre en compte cette contrainte.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> étudier une solution permettant d'assurer la rétention des éventuelles eaux d'extinction sur le site. Cela implique le calcul du volume nécessaire via la règle de dimensionnement dite D9A ; mettre en place la solution choisie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 10 : Prévention des chutes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 8.1.3.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Installation de collecte de déchets non dangereux
Prescription contrôlée : Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
Constats : Les dispositifs pour prévenir les risques de chutes sont divers : <ul style="list-style-type: none"> • garde-corps métallique avec treillis devant la benne bois : dispositif satisfaisant ; • garde-corps avec la lisse intermédiaire absente ou sans le treillis intermédiaire, permettant le passage d'un homme : dispositif insuffisant ; • benne plus haute que muret bas (pour les bennes de déchets verts) : dispositif insuffisant (espace entre bennes et murets, discontinuités du dispositif anti-chute, hauteur diverse). Les dispositifs ne sont par ailleurs pas toujours continus et/ou en mauvais état. Il ressort de tout ce qui précède que les dispositifs pour prévenir les risques de chutes apparaissent insuffisants (non-conformité). Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Des dispositifs anti-chutes adaptés tout le long de la zone de déchargement sont requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois